

L'Essentiel 2013 - 2014

▣ Rapport annuel juillet 2013 – juin 2014 ▣

Chers amis,

Elevages sans frontières poursuit sa mission : développer l'agriculture paysanne pour favoriser la souveraineté alimentaire, l'accès à l'éducation et à la santé des familles des pays du sud, en mettant en place des projets d'élevage générateurs de revenus basés sur le microcrédit en animaux. Notre efficacité repose sur nos valeurs : le respect des individus, des cultures, des religions et de l'environnement, la solidarité ici et là-bas, la durabilité de l'aide, le professionnalisme et la transparence des équipes.

L'année 2013-2014 est marquée par une stabilisation des fonds dédiés au terrain ainsi que des ressources. Nous avons toutefois avancé sur les 2 chantiers définis l'an dernier. Nous avons cherché d'une part à renforcer l'identification et le choix des nouveaux projets ainsi que la fiabilité des éléments recueillis pour un meilleur suivi – évaluation de notre action. D'autre part, l'autonomisation des équipes locales est amorcée, initiée au Togo avec la création d'une structure indépendante issue de l'antenne togolaise. Cette démarche à long terme nécessite un accompagnement technique, organisationnel et économique mais devrait favoriser de nouveaux financements publics.

A l'approche d'un nouveau plan stratégique, décalé d'un an pour définir collectivement des perspectives à 5 ans, nous restons ambitieux sur notre spécificité, notre croissance et le développement des familles bénéficiaires.

Merci à nos donateurs, à nos bailleurs, aux administrateurs, bénévoles et salariés d'avoir permis d'aider près de 1 800 familles supplémentaires.

André Decoster,
Président d'Elevages sans frontières



Elevages sans frontières est agréée depuis 2009 par le Comité de la Charte du don en confiance qui contrôle en continu le fonctionnement statutaire et la gestion désintéressée, la rigueur de gestion, la qualité de la communication et la transparence financière.



En plaçant l'agriculture paysanne comme levier de développement, notre association accompagne des éleveurs organisés mais en difficulté dans la promotion de pratiques agricoles innovantes et durables. Depuis le début de son action, ESF a ainsi travaillé avec 9 310 éleveurs dont 1 840 nouveaux bénéficiaires cette année. Cet accompagnement s'articule autour de 4 axes majeurs :

Promotion du petit élevage familial et autres activités agricoles

Le soutien apporté aux éleveurs dans l'amélioration de leur accès à des ressources, des moyens et des services pour le développement de leurs ateliers d'élevage se fait en partie grâce au microcrédit en animaux appelé « Qui reçoit...donne ». Dans un souci de pérennisation des actions vient s'ajouter un renforcement des connaissances et des compétences dans la conduite et la gestion de ces élevages ainsi que dans l'amélioration de l'accès à un réseau vétérinaire de proximité.

ESF construit par ailleurs son action avec la participation de groupes cibles impliqués dans la fourniture de matériaux et de main d'œuvre. La part des installations en animaux par remboursement du microcrédit a par ailleurs augmenté jusqu'à 60% dans certains pays.

L'installation de races améliorées en Arménie, Kosovo, Albanie et au Maroc a été un succès (bonne adaptation des cheptels).

L'aspect sanitaire a été travaillé avec le renforcement de réseaux vétérinaires de proximité au Bénin, Togo, Burkina Faso et Haïti. Des services techniques des États ont été partenaires des formations d'agents vétérinaires.

Développement socio-économique et autonomie alimentaire

L'appui d'ESF vise à réduire l'insécurité alimentaire et économique en améliorant les potentialités de production, d'épargne et de revenus. Les actions entreprises renforcent aussi une souveraineté alimentaire souvent mise à mal par la libéralisation excessive des marchés de libre-échanges. En amont des filières, comme au Burkina Faso et au Bénin, la sécurisation des filières avicole et cunicole passe par une augmentation des effectifs



et des ventes locales (restaurants, particuliers...). En aval, comme au Togo où l'association-partenaire OADEL, à travers sa Boutique-Bar-Restaurant, assure la promotion de produits locaux et en améliorant l'accès de ces produits auprès des consommateurs urbains.

L'objectif des implantations d'élevages ne se résume pas uniquement à la

volonté de développer des filières de commercialisation. Si à Ouarzazate, au Maroc, la « filière lait de chèvre » cherche à se structurer avec notamment la vente de fromages, les élevages améliorés permettent l'accès à une épargne en nature et économise l'achat de bêtes lors des fêtes religieuses.

Valorisation du rôle de la femme

Mettre en lumière la contribution des femmes au développement économique et réduire les inégalités socio-économiques qu'elles subissent est un enjeu prioritaire pour ESF. Les femmes contribuent à plus de 50% de la sécurité alimentaire dans le monde et pourraient voir leur rôle davantage reconnu.

A Maïssade, en Haïti, 3 500 femmes soutenues par ESF et son partenaire Heifer se sont organisées en fédération pour contribuer à l'épanouissement socio-économique et à l'amélioration des conditions de vie locales : les productions agricoles ont été optimisées, des emplois créés (30) ou maintenus (300), le capital de la fédération multiplié par dix, entre 2001 et 2014, et le nombre d'élèves bénéficiant de petits déjeuners auxquels contribue la fédération multiplié par trois.

Au Sénégal, plus de 3 800 femmes ont eu accès à des parcelles maraîchères protégées, à des outils, à des semences et à des formations techniques. Ceci en complément d'ovins et de caprins reçus par 60% d'entre elles pour le renforcement d'une économie de subsistance.

Au Maroc, le partenaire ROSA poursuit son travail de valorisation du rôle de la femme rurale en fédérant près de 4% des femmes de la Province dans 56 associations. ROSA les appuie dans le perfectionnement de leurs moyens, de leurs connaissances en production animale, notamment en organisant des moments d'échanges mensuels permettant l'émergence de femmes référentes capables de diffuser les conseils et les bonnes pratiques.

Renforcement des organisations paysannes

Accompagner la professionnalisation d'organisations paysannes, premiers acteurs du développement agricole au Sud, contribue à garantir la pérennité des actions et le maintien d'un monde paysan solide. Le renforcement des capacités des organisations passe par des formations sur la gouvernance, la gestion administrative et financière, la vie associative avec la mobilisation de compétences internes et/ou externes aux antennes ou partenaires.

Ainsi, ESF-Bénin s'est à la fois appuyée sur ses partenaires (CREDI-ONG, CRIDEL-ONG) et sur sa responsable administrative et financière pour renforcer les capacités de 4 groupements paysans (186 personnes) dans leur vie associative et dans leur gestion financière. L'analphabétisation étant aussi une contrainte majeure dans le renforcement des organisations paysannes, ESFB a conclu un partenariat avec l'ONG CBDIBA pour que cette dernière puisse inclure les membres des organisations paysannes impliquées dans l'action d'ESF dans ses sessions d'alphabétisation.

LES FAITS MARQUANTS

Cette année, l'appui d'ESF a été marqué par un renforcement des capacités des équipes locales, ceci pour la mise en place de projets plus adaptés aux problématiques des agro-éleveurs. L'accent a été mis sur l'amélioration des dispositifs de suivi des projets, ces évaluations permettant de garantir une transparence dans la gestion des fonds.

JANVIER RENFORCEMENT DE L'ÉQUIPE AU SIÈGE : Sylvain Gomez a rejoint le pôle programmes en tant que Chargé de mission élevage et santé animale. Il assure le suivi des projets et accompagne les équipes de terrain.

FÉVRIER ALGERIE, NOUVELLE ZONE D'INTERVENTION : Après l'identification d'un partenaire fiable, l'ONG locale El Ghaith, le projet d'appui au développement de l'élevage caprin auprès de 100 femmes a été lancé.

MARS ADHÉSION À COORDINATION SUD À TRAVERS LE COLLECTIF CHD : Notre adhésion à la CHD vise à favoriser les échanges avec ses membres (acteurs de l'urgence et du développement...) et à assurer une meilleure implication au sein de Coordination Sud.

JUIN MAROC, ÉVALUATION DE L'ACTION DE ROSA : ESF a commandité une évaluation sur les 10 ans d'action de ROSA. Celle-ci a permis de mesurer les résultats de l'intervention, d'analyser la performance des projets et de tirer des recommandations.

1 840 nouvelles familles bénéficiaires

dont **826** nouvelles familles installées par microcrédit

11 acteurs de la Solidarité Internationale financés au sud (2 antennes et 9 partenaires)

12 projets

877 358 €

investis dans

9 pays d'intervention

144 813 €

de contribution en nature des familles

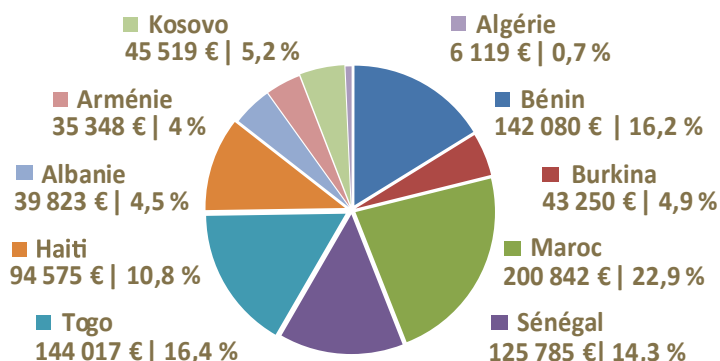
(microcrédit en animaux)

Nombre de familles bénéficiaires de nos actions par pays



Financement des projets par pays

Budget total alloué : 877 358 €



LE MODÈLE SOCIO-ÉCONOMIQUE

Le financement des activités

Le financement, principalement issu de la générosité du public, cohérent avec la taille des projets et avec une communication centrée sur les bienfaits de l'élevage, garantit l'indépendance et la pérennité de l'activité. L'association veille toutefois à diversifier ses ressources via les subventions d'institutionnels privés et publiques ainsi que le mécénat d'entreprises.

Cette diversification, facteur d'une meilleure rentabilité de la collecte de fonds, permet de financer des programmes pluriannuels et des projets à vocation plus économique comme la création de fromageries coopératives ou de boutiques solidaires.

Des équipes professionnelles

Le modèle social de l'association repose sur le professionnalisme et la complémentarité des équipes ainsi que sur une gestion rigoureuse des informations et des fonds.

Au siège, 7 salariés accompagnent et appuient les acteurs relais et parties prenantes de l'action au sud : 2 antennes (Bénin, Sénégal) et 9 partenaires dans 7 autres pays, tous garants du développement des projets via des équipes de collaborateurs nationaux engagés avec les populations locales. Les échanges avec ces entités partenaires, définis contractuellement, font l'objet d'une procédure rigoureuse et de contrôles réguliers.

L'activité en France est renforcée par des soutiens bénévoles : 7 personnes viennent aider à la gestion des dons et aux événements associatifs. 9 administrateurs impliqués dans le Comité de Projets et le Comité de Développement des Ressources sont chargés de valider le plan d'action, les budgets dédiés et de suivre l'évolution des activités.

LE BILAN

- Les immobilisations ainsi que le compte titres/DAT (Dépôt à Terme), placement sécurisé et prévisible, restent stables.
- La créance correspond au solde d'une avance à la fromagerie marocaine COROSA pour l'achat d'un pasteurisateur et la charge constatée d'avance à un débours de timbres pour un courrier d'appel au don.
- Suite à l'Assemblée Générale 2013, le résultat de l'exercice 2012-2013 de 30 918 € a été affecté au report à nouveau.
- Les dettes comprennent les charges sociales et des factures non réglées en fin d'exercice.
- Le solde de provisions non dépensées est affecté aux activités en Algérie.
- Le produit constaté d'avance correspond au financement d'un bailleur pour un projet au Sénégal mené sur l'exercice suivant.

RAPPORT FINANCIER

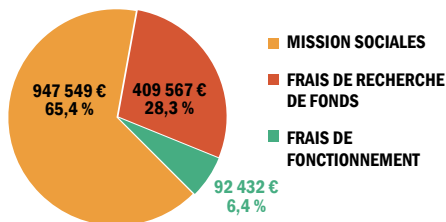
	ACTIF		PASSIF	
	2013 - 2014	2012-2013	2013 - 2014	2012-2013
Actif Immobilisé	300 144	300 144	Fonds associatif	300 262
Immobilisations corporelles	290 144	290 144	Report à nouveau	146 335
Immobilisations financières	10 000	10 000	Résultats de l'exercice	17 554
Actif circulant	339 635	366 138	Emprunt immobilier	135 350
Créances	3 808	7 808	Dettes	37 249
Comptes épargnes	206 687	218 462		
Comptes titres / DAT	100 000	100 000		
Banque	29 075	39 549	Provision pour nouveaux pays	3 883
Caisse	65	319	Provision pour BDD	8 628
Charge constatée d'avance	2 654		Produit constaté d'avance	1 800
Total	642 433	666 282	Total	642 433
				666 282

EMPLOIS DE L'EXERCICE	Emplois 2013 - 2014	Affectation par emplois des ressources collectées auprès du public utilisées en A14
1- MISSIONS SOCIALES	947 549	574 302
1.1. Réalisées en France	70 191	70 191
1.2. Réalisées à l'étranger	877 358	504 111
Dont valorisation du microcrédit en animaux	144 813	
2- FRAIS DE RECHERCHE DE FONDS	409 567	394 052
3- FRAIS DE FONCTIONNEMENT	92 432	41 230
TOTAL DES EMPLOIS DE L'EXERCICE INSCRITS AU COMPTE DE RESULTAT	1 449 547	1 009 583
DOTATIONS AUX PROVISIONS	3 883	
EXCEDENT DE RESSOURCES DE L'EXERCICE	17 554	
TOTAL GENERAL	1 470 984	
Total des emplois financés par les ressources collectées auprès du public		1 009 583
Total	1 470 984	
EVALUATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Contribution en nature	1 162	
Personnel bénévole	4 108	

RESSOURCES DE L'EXERCICE	Ressources 2013 - 2014	Suivi des ressources collectées auprès du public utilisées en A14
Report des ressources collectées auprès du public, non affectées et non utilisées en début d'exercice		
1- RESSOURCES COLLECTÉES AUPRÈS DU PUBLIC	1 027 138	1 027 138
2- AUTRES FONDS PRIVÉS	195 713	
3- SUBVENTIONS ET AUTRES CONCOURS PUBLICS	85 346	
4- AUTRES PRODUITS	3 887	
5. VALORISATION MICROCRÉDIT EN ANIMAUX	144 813	
TOTAL DES RESSOURCES DE L'EXERCICE INSCRITES AU COMPTE DE RESULTAT	1 456 897	
REPRISES DES PROVISIONS	14 087	
TOTAL GENERAL	1 470 984	1 027 138
Total des emplois financés par les ressources collectées auprès du public		1 009 583
Total	1 470 984	
EVALUATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Dons en nature	1 162	
Bénévolat	4 108	

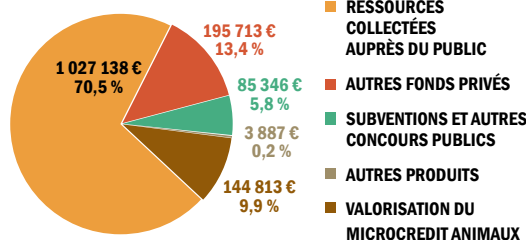
RÉPARTITION DES EMPLOIS

Montant total : 1 449 547 €



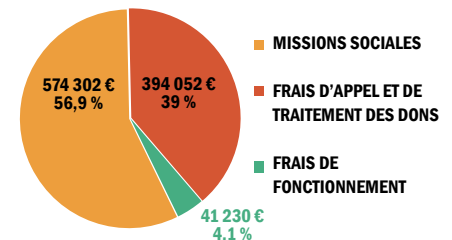
RÉPARTITION DES RESSOURCES

Montant total : 1 456 897 €



AFFECTATION DES RESSOURCES ISSUES DE LA GÉNÉROSITÉ DU PUBLIC

Montant total : 1 009 583 €



EMPLOIS

La part des **emplois à l'étranger** progresse depuis 4 ans, (57% du budget en 2011, 61% en 2014). En hausse de 8,6%, ces dépenses à l'étranger correspondent à des investissements sur le terrain, des frais de l'équipe locale (salaires, déplacements et frais de bureaux) et du suivi du siège (salaires des chargés de programmes et frais de missions). La **valorisation du microcrédit en animaux** (144 813 €), introduite en recette et en dépense pour marquer la valeur ajoutée du principe « Qui reçoit... donne », est incluse dans les missions à l'étranger.

En légère baisse, les **missions sociales en France** correspondent aux actions d'information et de sensibilisation auprès du grand public (journal, animations scolaires) et des pouvoirs publics et à la part des salaires allouée à ces missions.

Avec plus de donateurs à fidéliser et la nécessité de prospecter pour pérenniser les financements, les **frais de collecte de fonds** en hausse de 3,75% marquent un ralentissement après la hausse de 20% l'an passé. Ils incluent la part des salaires dédiée à la collecte et les coûts des campagnes d'appels au don.

En baisse de 9%, les **frais de fonctionnement** incluent les frais généraux et les frais de personnel liés à l'administration, les taxes sur les salaires et impôts fonciers, des frais financiers relatifs aux intérêts de l'emprunt pour les locaux du siège ainsi que les frais bancaires liés aux virements à l'étranger.

POLITIQUE DE RÉSERVE

La politique de réserve peut être définie en rapport avec « le fonds de roulement » de 303 240 €. Ce montant représente 23,2 % des charges globales, ou 10 mois de l'ensemble des charges fixes soit le seuil fixé comme objectif par l'association pour garantir une certaine pérennité des actions en cas de difficulté.

RESSOURCES

En légère hausse (+ 4,95%), la **générosité du public** reste principalement issue d'appels au don par courrier et des soutiens réguliers (71,4% et 16,6% des dons de particuliers), ainsi que des campagnes sur internet, des initiatives bénévoles et des animations scolaires.

Alors que l'aide des entreprises issue de mécènes fidèles baisse de 50%, le **financement des bailleurs privés** (fondations, fonds de dotation, associations) poursuit sa hausse (+ 19,5 %). Le fonds de dotation *ESF pour le microcrédit rural* a financé des projets spécifiques : projet caprin au Kosovo, développement d'une fromagerie et évaluation des projets au Maroc, mission de collecte en Belgique, appui à la planification stratégique d'ESF, ainsi qu'une part de salaire pour la gestion du fonds de dotation.

Stables, les **subventions publiques** incluent comme l'an passé l'aide du Conseil Régional Nord Pas-de-Calais pour le programme au Sénégal, une dernière tranche de la subvention de la Délégation de l'Union Européenne au Maroc ainsi qu'un solde du Conseil Régional de Haute-Normandie pour Haïti.

Les **autres produits** sont des cotisations des membres et des produits financiers.

Les **contributions** en nature correspondent à la valorisation du temps de 7 bénévoles renonçant à leur dû.

Les comptes du fonds de dotation *ESF pour le microcrédit rural* sont agrafés au rapport annuel détaillé 2013-2014 de l'association disponible sur www.elevagessansfrontieres.org.

Les comptes de l'association sont certifiés par notre Commissaire aux Comptes Philippe Dupont [FUT] à Villeneuve d'Ascq.

Toutes les informations de ce document sont issues du rapport moral, d'activité et financier de l'année 2013-2014, disponibles sur notre site internet : www.elevagessansfrontieres.org ou sur simple demande écrite. Les fichiers de l'association sont gérés conformément aux dispositions de la CNIL.